



APPEL D'OFFRES SUR OFFRES DE PRIX N° 06/AUKSS/2023

Relatif A

L'ETABLISSEMENT DES PRISES DE VUES AERIENNES NUMERIQUES PAR DRONE ET DES ORTHOPHOTOS NUMERIQUES ET ETABLISSEMENT DES LEVES TOPOGRAPHIQUES ET LES ENQUETES FONCIERES ET PARCELLAIRES RELATIFS AUX 4 DOUARS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SIDI MOHAMED CHELH, PROVINCE DE SIDI KACEM, ET LES LOCALITES DE FAJAR RELAVANT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE DAR BEL AMRI ET DU CENTRE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE D'AZGHAR-PROVINCE DE SIDI SLIMANE.

(LOT UNIQUE)

Réservé à la PME

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



Appel d'offres ouvert sur offres de prix conformément au règlement du 27 mai 2014 relatif aux conditions et formes de passation des marchés de l'Agence Urbaine Kenitra-Sidi Kacem notamment l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 et 3 de l'article 17.

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Par le présent règlement de consultation, l'Administration confie au contractant qui accepte, de mener les tâches relatives à l'exécution de l'établissement des prises de vues aériennes numériques par drone et des Orthophotos numériques et établissement des levés topographiques, des restitutions et des enquêtes foncières et parcellaires relatifs aux 4 douars de la collectivité territoriale de Sidi Mohamed Chelh, Province de Sidi Kacem , et les localités de Fajar relevant de la Collectivité Territoriale de Dar Belamri et du centre de la Collectivité Territoriale d'Azghar, Province de Sidi Slimane. , sur une superficie total de 450 Ha.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra – Sidi Kacem entré en vigueur à compter du 27 mai 2014.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement du marché précité.

ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane (AUKSS), représentée par sa Directrice Mme HAMTAMI en sa qualité d'ordonnateur.

ARTICLE 3. INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT

Conformément aux dispositions des articles 22 du règlement précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 4. MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du règlement précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du règlement précité. Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière

publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 5. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine-Kénitra-Sidi Kacem entré en vigueur à compter du 27 mai 2014:

Peuvent participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière ; pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont:

- en liquidation judiciaire ;
- en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 6. REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

ARTICLE 7. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Tout appel d'offres fait l'objet d'un dossier préparé par le maître d'ouvrage et qui doit comprendre :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau des prix – détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le règlement de consultation.

ARTICLE 8. JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES

I - Chaque concurrent est tenu, conformément aux articles 25, 26, 27 et 28 du règlement précité, de présenter un dossier administratif, un dossier technique et dossier additif :

A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF:

1 - Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions indiquées à l'article 26 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem ;
- b- Le cautionnement provisoire (10 000.00 dhs) doit être constituée et effectuée par voie électronique conformément à l'arrêté de Mme la Ministre de l'Economie et des Finances N°1982-21 du 9 Joumada I 1443



(14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires ;

En cas de groupement, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

- c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- L'attestation de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics des Agences Urbaines précité ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;
- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

3 - Pour justifier la qualité de la Petite et Moyenne Entreprise Nationale, le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché qui sera issu du présent appel d'offres doit produire les pièces suivantes :



- Un certificat émanant de la CNSS, prouvant que le nombre des salariés ne dépasse pas 200 salariés ;
- Le document prouvant la qualité de la personne dirigeante avec les attributions qui lui sont conférées pour représenter le concurrent ;
- Un certificat attestant du chiffre d'affaires de l'entreprise émanant de la Direction Générale des Impôts ;

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B - LE DOSSIER TECHNIQUE :

Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant, les délais et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement relatif aux marchés publics de l'Agence Urbaine Kénitra-sidi Kacem-Sidi Slimane.

C – LE DOSSIER ADDITIF :

Ce dossier comprend la décision d'inscription à l'ordre, délivrée par l'ordre des ingénieurs géomètres topographes, pour exercer la fonction d'ingénieur géomètre topographe pour leur propre compte.

II – Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 25 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché qui résultera du présent appel d'offres ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale justifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 5 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le décret portant loi n° 11-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation

de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

E - L'OFFRE FINANCIERE COMPREND :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues au cahier des prescriptions spéciales et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) Le bordereau des prix détail estimatif établi conformément au model fixé par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix, détail estimatif doit être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et celui du bordereau des prix- détail estimatif, le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 9. PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- a-** La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratifs et techniques, le cahier des prescriptions spéciales paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière page par le concurrent ou la personne habilité à cet effet ainsi que le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b-** La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière » ;

3- Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :



- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Article 10. Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité et à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le Portail Marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma ou sur le site web de l'Agence Urbaine de Kénitra –Sidi Kacem Sidi Slimane www.auks.ma

ARTICLE 11. DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 41, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

ARTICLE 12. RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires notamment son article 13,

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'arrêté du ministère de l'Economie et des Finances n° 1982-21 du 9 Joumada I 1443 (14 Décembre 2021) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires et avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.

ARTICLE 13. GROUPEMENT DES CONCURRENTS

Les concurrents sont invités à soumissionner individuellement ou à constituer un groupement pour présenter une offre unique. Le groupement peut être soit conjoint soit solidaire.

Le groupement est dit « conjoint » lorsque chacun des membres du groupement, s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes tant en définition qu'en rémunération des prestations objet du marché qui sera conclu à l'issu du présent appel d'offres.

Le groupement est dit « solidaire » lorsque tous ses membres s'engagent solidairement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour la réalisation de la totalité du marché.



L'acte d'engagement doit préciser la nature du groupement et désigner le mandataire qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'AUKSS.

En cas de groupement conjoint, chaque membre, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

Le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et précise la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Le groupement solidaire doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, étant précisé que cet acte d'engagement peut, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché.

Les membres du groupement solidaire, y compris le mandataire, doivent justifier individuellement les capacités juridiques exigées.

Les capacités financières et techniques du groupement solidaire sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains, techniques et financiers de l'ensemble de ses membres pour satisfaire de manière complémentaire et cumulative les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la procédure de passation de marché.

Les dispositions de l'article 140 du règlement précité restent applicables.

ARTICLE 14. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement précité Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours, à compter** de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15: CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet dudit appel d'offres et à la vue des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Il est à signaler à cet effet que le soumissionnaire est tenu de prendre connaissance auprès de l'administration de toutes les descriptions d'ordre technique et conceptuel relatives aux prestations objet du présent appel d'offres et les dispositions à prendre pour les réaliser.

ARTICLE 16 : CRITERES D'EXAMEN DES OFFRES ET MODE DE JUGEMENT

L'examen des dossiers et l'évaluation des offres seront effectués par une commission désignée à cet effet par l'ordonnateur ou son délégué. Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 35, 36, 39, 40 et 41 du règlement précité.

Les concurrents qui n'ont pas présenté les pièces exigées à l'article 08 du présent règlement de consultation seront écartés par la commission désignée ci-dessus.

L'examen des offres financières concerne les concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques.



Après admission des concurrents sur la base de l'examen et de l'analyse des dossiers administratif, technique et additif, le concurrent dont l'offre est la moins disante sera déclaré attributaire du marché ».

ARTICLE 17. RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane.

ARTICLE 18. PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 138 du règlement précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15%.


ARTICLE 19. LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

ARTICLE 20. MONNAIE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.

Le maître d'ouvrage :	Le soumissionnaire : (plus la mention lu et accepté manuscrite)
 Directeur de l'Agence Urbaine de Kénitra Sidi Kacem - Sidi Slimane par intérim EL Madani EL MAATI Chargé de Mission auprès de la Direction.	

